ASSEMBLÉE NATIONALE

17 novembre 2022

RELATIF À L'ACCÉLÉRATION DE LA PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES -
(N° 443)

Tombé

AMENDEMENT

N ° CD807

présenté par

M. Barthès, M. Blairy, M. Bovet, Mme Cousin, Mme Da Conceicao Carvalho, M. Dragon,
Mme Alexandra Masson, M. Meurin, Mme Mathilde Paris, M. Taché de la Pagerie et M. Villedieu

ARTICLE 4

À l'alinéa 2, substituer les mots :

« sont réputés »

les mots :

« peuvent ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet alinéa propose un ajout au code de l'énergie permettant de qualifier les travaux d'installation d'énergie renouvelable « d'intérêt public majeur ».

Le présent amendement propose de supprimer la qualification d'office « de raison impérative d'intérêt public majeur » devant être attachée aux projets d'installations de production ou de stockage d'énergie renouvelable, y compris leurs ouvrages de raccordement aux réseaux de transport et de distribution d'énergie.

Il propose, en outre, la possibilité juridique qu'ils *puissent* être comme tels. Ceci permettrait aux Français de s'opposer plus facilement à ces projets s'ils le souhaitent et de protéger leur liberté de choix.

C'est pourquoi proposer que ces travaux aient seulement la possibilité d'une telle qualification paraît plus équilibré.

Tel est le sens du présent amendement.